[Article paru le 15 avril 2002]

ELECTION PRESIDENTIELLE :
TOUT SAUF LA DROITE !

Alain de Benoist

Que disent les plus récents sondages ? Que 75 % des Français trouvent les programmes de Jacques Chirac et de Lionel Jospin peu différents ou quasiment identiques (sondage Louis-Harris pour *Libération*, 22 mars 2002). Que 56 % des électeurs sont peu ou pas du tout intéressés par la prochaine élection présidentielle (sondage Louis-Harris pour *Libération*, 15 mars 2002). Que 6 Français sur 10, toutes catégories confondues, estiment que le clivage gauche-droite est aujourd'hui dépassé (sondage Sofres pour *Le Nouvel Observateur*, 14 février 2002). Enfin, que la proportion de Français qui se classent eux-mêmes « ni à droite ni à gauche » a bondi de 19 % en 1995 à 45 % aujourd'hui (sondage Sofres-Cevipof pour *L'Humanité*, février 2002).

Une part grandissante de l'électorat ne voit donc plus de différence entre les principaux candidats, ce qui l'amène à douter de la pertinence du clivage gauche-droite. Le prodigieux recentrage des partis politiques dits « de gouvernement », la confusion des thématiques qui voyagent de droite à gauche, ou vice-versa, sont évidemment parmi les causes de ces résultats. D'où le désintérêt, le scepticisme et l'abstention.

Cependant, on ne peut se passer d'un cadre de référence, susceptible de restituer une ligne de clivage en fonction de laquelle on puisse prendre position. Pour trouver cette ligne de clivage, pourquoi ne pas prendre un peu de recul ? Et se décider en fonction de ce qui me paraît être le fait principal de notre temps : la marchandisation du monde.

Cette marchandisation s'étend en vagues concentriques, englobant peu à peu ce qui naguère échappait encore à son emprise. La culture, le sport, l'art ne sont plus déjà que des produits ou des objets de spéculation. L'école est désormais perçue comme processus d'entrée sur le marché, c'est-à-dire comme investissement économique et service rendu au monde de l'argent. La priorité est donnée en permanence aux logiques économiques et financières par rapport aux impératifs écologiques, sociaux et humains. Toutes les formes de régulation et de contrôle des échanges économiques sont remises en cause les unes après les autres. Le marché lui-même est pris pour un acteur social, voire comme le paradigme de tous les faits sociaux.

Avec la globalisation libérale, la terre s'unifie comme marché. Et ce marché est lui-même conçu comme fondamentalement déconnecté des particularités culturelles et

des formes économiques particulières, si bien que son extension se traduit par une homogénéisation grandissante des structures sociales, en même temps qu'elle apparaît dans les pays du Tiers-monde comme l'imposition unilatérale d'un modèle occidental américanocentré. L'Amérique de l'abominable George Bush n'est cependant que le vecteur privilégié de la Forme-Capital et du monothéisme du marché. Le mythe du « développement » assigne à tous les peuples un destin unique : s'aligner sur le modèle occidental de production-consommation — et, au-delà, sur les exigences de la Forme-Capital —, fût-ce au prix d'une éradication irréversible de leurs spécificités culturelles et de leurs modes de vie différenciés. L'idéologie des droits de l'homme accompagne ce mouvement en lui fournissant un alibi : grâce à l'« humanitaire », la dévastation de la planète, le saccage généralisé, sont réputés s'opérer sous le signe du Bien. Tandis qu'un discours humanitaire s'épanche en bons sentiments, le monde réel ne promeut, dans les faits, que les valeurs marchandes, la volonté de prendre et la recherche du profit maximal à court terme. Le marché sert ainsi à travestir les rapports marchands en loi naturelle, tandis que les droits de l'homme sont instrumentalisés en fonction des intérêts des puissants.

Parallèlement, le déploiement planétaire des logiques économiques et financières fait que les Etats-nations, aux pouvoirs rognés chaque jour un peu plus par les marchés financiers, non seulement deviennent impuissants à endiguer ces logiques, mais doivent se soumettre à un véritable « dumping » social, écologique et fiscal pour bénéficier des investissements des firmes transnationales. Les infrastructures nationales tendent à s'aligner sur les besoins du capital mondialisé, tandis que les appareils étatiques se bornent à gérer la crise dans un climat de déstabilisation générale de tous les secteurs menacés par les exigences de rentabilité (système social, système éducatif, système de santé, secteur culturel, protection de l'environnement, etc.). Le pouvoir de décision réel passe ainsi de plus en plus entre les mains d'hommes qui n'ont aucune légitimité démocratique.

Cette situation, ajoutée à un chômage non plus conjoncturel, mais structurel, crée des formes nouvelles de paupérisme et d'exclusion. La modernité avait consisté à imposer et à généraliser le travail salarié, en dépit d'énormes résistances, sous une forme exclusivement marchande, c'est-à-dire comme une activité isolée de toutes les autres relations sociales, ordonnée à la transformation de toute énergie humaine en production créatrice d'argent. Avec la révolution informatique et l'avènement d'une économie « immatérielle », la société du travail salarié atteint sa limite absolue. On crée de plus en plus de richesses avec de moins en moins de travail et de moins en moins d'hommes. Le travail devient ainsi lui-même une denrée rare, tandis que de plus en plus d'hommes réalisent que leur force de travail est désormais inemployable ou totalement dévalorisée. L'apartheid social qui en résulte diffère de l'ancienne exploitation de la force de travail. Les travailleurs étaient nécessaires à la marche du capitalisme moderne, les exclus sont rendus inutiles par l'évolution postmoderne du capital. Les totalitarismes nazi et stalinien massacraient leurs opposants, réels ou supposés. Le doux totalitarisme postmoderne fait des « hommes en trop » des êtres dont on n'a plus besoin. Quand il ne meurtrit pas les corps, il efface les âmes. Le jeu du marché ressemble de plus en plus à un jeu à somme nulle : globalement, le monde est toujours plus riche, mais il y a toujours plus de pauvres.

La consommation exige la production en série d’individus sans repères, de sujets non critiques échappant à tout rapport de sens, d’individus flottants vivant dans la passion des « marques » et la démonie de l’avoir. La télévision, de son côté, tend à désapprendre la maîtrise des catégories symboliques de personne, d’espace et de temps. La société tend ainsi à se scinder entre une part grandissante de la population qui devient superflue pour la production, mais reste nécessaire à la consommation, et une autre partie, engagée dans une course sans fin. D’un côté, une élite d’« abrutis rationnels » (Amartya Senn), formés dès l’enfance à servir la logique du capital, n’ayant plus une idée à eux, persuadés qu’ils sont qu’*il n’y a plus le choix*, de l’autre une vaste majorité d’exclus et de déconnectés.

Cette folle fuite en avant, guidée par l’obsession convulsive de la performance, de la rentabilité et du mouvement, dessine un monde où s’abolit en même temps l’esprit critique et la capacité d’herméneutique jusqu’ici intrinsèque à toute existence humaine. Un monde où la qualité des êtres est rabattue sur le volume de leurs avoirs, où rien n’a plus de valeur mais où tout a un prix, où ce qui ne peut s’appréhender sous l’horizon de la valeur comptable, de la raison calculatrice, est tenu pour inexistant. Un monde où, dans les faits, le seul modèle anthropologique retenu est celui d’un homme recherchant en permanence à réaliser son meilleur intérêt, sans aucun souci des autres. (C’est le fond même de l’idéologie libérale : l’addition des égoïsmes privés est censée engendrer l’harmonie sociale). Un monde d’où la gratuité, le don, sont radicalement exclus. Un monde où la valeur se ramène au succès et s’estime d’après le revenu. Un monde qui ne connaît qu’un mot d’ordre : toujours plus. Un monde où la fortune cumulée de moins de 300 personnes pèse autant que le revenu de deux milliards et demi d’êtres humains. Un monde en forme de supermarché mondial, où le consommateur est en passe de supplanter définitivement le citoyen.

Enrayer cette évolution exige une véritable recomposition du social, la recréation à la base d’un lien social de type organique, progressivement détruit depuis trois siècles par la montée conjointe de l’étatisme et de l’individualisme libéral. Mais chez qui trouver la volonté d’y œuvrer ? Assurément pas chez Jacques Chirac, l’homme sans convictions, ni chez ses voisins de droite, les harkis de la Forme-Capital, tous plus ou moins acquis aux exigences du marché — pour ne rien dire des duettistes de la droite radicale, Bruno Mégret, « national-libéral » autoproclamé, et Jean-Marie Le Pen, « libéral au sens philosophique du terme » (Alain Dumait). Pour ma part, ayant toujours critiqué le libéralisme à droite et le marxisme à gauche, je constate que la gauche est aujourd’hui de moins en moins marxiste, alors que la droite est de plus en plus libérale. J’en conclus que la gauche, au sens le plus large, est aujourd’hui la mieux placée pour analyser et combattre le nihilisme marchand.

S’il est dans ces conditions légitime de voter à gauche, on n’est toutefois pas obligé de s’enthousiasmer pour le social-productivisme de l’équipe Jospin, les dérives stratégiques des Verts, les contorsions d’un parti communiste aujourd’hui totalement social-démocratisé, les nostalgies souverainistes de Jean-Pierre Chevènement ou les mantras paléobolcheviks de Mme Laguiller. On peut aussi voter blanc ou nul. On peut enfin contribuer à la victoire du premier parti de France, celui de l’abstention, en restant chez soi — pour relire, par exemple, *Vivre et penser comme des porcs* de Gilles Châtelet. En d’autres termes, on peut tout faire. Tout,

sauf voter à droite.

A. B.